

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 33 (1996)
Heft: 1269

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Domainaine Public

DP

JAA
1002 Lausanne

19 septembre 1996 – n° 1269
Hebdomadaire romand
Trente-troisième année

Forum agricole ou roulette russe

Attention, secteur en implosion! Tel est le signal d'avertissement qu'il faut apposer, en Suisse aussi désormais, aux abords du monde agricole. Le regard braqué sur les restructurations industrielles et bancaires, nous ne prêtons guère attention à ce qui se passe et se prépare dans le secteur traditionnellement le plus préservé de notre économie. Or l'agriculture elle aussi se trouve bel et bien exposée au vent mordant de la concurrence internationale, volonté populaire et Organisation mondiale du commerce obligent.

A peine la première étape de la réforme agricole franchie, par le vote du 9 juin dernier sur le nouvel article constitutionnel sur l'agriculture, voici que s'annonce la deuxième, connue sous le surnom apparemment prometteur de «Politique agricole 2002». De fait, le message adressé dès le 26 juin dernier par le Conseil fédéral aux Chambres présente un projet de loi «dont le noyau est une revitalisation économique visant à améliorer la compétitivité du secteur agro-alimentaire pris dans son ensemble». Le Conseil fédéral peut toujours assurer qu'il s'agit de «la suite logique de la démarche destinée à réaliser la durabilité dans l'agriculture», on sent bien que, par-delà le jargon «péquenocratique» – comme dirait *Le Canard enchaîné* –, il s'agit de soumettre l'agriculture aux confrontations les plus cruelles.

Pris à contre-pied par la Berne fédérale, jusqu'ici fidèlement tutélaire, le monde paysan et ses nombreux élus siégeant dans les rangs bourgeois du Parlement ne peuvent que suivre la fameuse logique. Quant à la gauche, ici elle se montre acquise à la concurrence en matière de prix au consommateur et ne trouve donc rien à redire à la réforme agricole en cours.

Du coup, vache folle et folie humaine aidant, le secteur agricole implose: depuis 1975, 1 200 à 1 500 exploitations disparaissent par an – de 3 à 4 par jour. La main-d'œuvre occupée à titre principal dans l'agriculture ne représente plus qu'une centaine de milliers de personnes, soit moins de 4% de la population active. Après plusieurs bonnes années, 1995 a vu une plongée du revenu agri-

cole qui, pour la première fois depuis l'introduction en 1977 du dépouillement centralisé des comptes des quelque 3 000 exploitations-témoins, n'a plus couvert les dépenses de consommation. Pour 1996, il faut s'attendre à une nouvelle chute, plus brutale encore.

Sachant que les dépenses de la Confédération pour la production agricole et sa commercialisation auront progressé de 3,1 à plus de 4 milliards de francs entre 1994 et 1996, on peut dire que les paysans gagnent de moins en moins et coûtent de plus en plus. Belles vengeance socio-politiques en perspective, dont l'abattage d'un tiers des vaches et le démantèlement, pleinement justifié, des baronnies du fromage donnent un triste avant-goût.

A dire vrai, en Suisse comme dans le monde, les cultivateurs, de céréales notamment, s'en tirent en règle générale mieux que les éleveurs. Tandis que les rendements de l'économie animale demeurent toujours aléatoires, ceux de la production végétale progressent partout, pour autant que les latifundiaires de certains pays en développement veuillent bien laisser cultiver leurs terres. Et pour autant que les gouvernements n'ordonnent pas la mise en jachère, comme l'ont fait moult pays européens.

Indépendamment de leur caractère scandaleux dans un monde où la faim tue tous les jours, ces manœuvres autoréductrices permettent toutes les spéculations. En mai-juin dernier, quand les stocks de céréales panifiables et fourragères étaient au plus bas depuis des années, les prix du blé, du maïs et du soya ont flambé, pour le plus grand bénéfice des négociants. Les prévisions pessimistes de leurs météorologistes-conseils ne s'étant pas réalisées, le grain est bientôt partout récolté, après des moissons inespérées en quantité et en qualité. De quoi faire retomber les prix, malgré une demande difficile à satisfaire en Asie et en Amérique latine en particulier.

Exposée à toutes les crises, endogènes ou fabriquées de l'extérieur, l'agriculture suisse connaît ses jours les plus sombres de l'après-guerre. Elle aussi. On est loin de la revitalisation et de la durabilité annoncées. YJ